

COMITÉ ÉDITORIAL

Karel Bartosek
Jean-Jacques Becker
Guillaume Bourgeois
Philippe Buton
Stéphane Courtois
Etienne Dejonghe
Michel Drayfus
Jean-Luc Domenach
Annie Fourcaut
François Hircker
Bruno Groppo
Annie Kriegel
Marie-Claire Lavabre
Georges Lavau
Marc Lazar

Gérard Noiriel
Claude Pennelier
Denis Peschanski
Jean-Luc Piniol
François Platon
Hugues Portelli
Nicole Racine
Jean Ranger
Marc Sadoun
Yves Santamaría
Jacques Sapir
Lubomir Sochor
Michel Verret
Eric Vigne
Ilio Yannakakis

COMITÉ DE RÉDACTION

K. Bartosek, P. Buton, S. Courtois, M. Lazar, D. Peschanski

DIRECTION

S. Courtois, A. Kriegel

CORRESPONDANTS ÉTRANGERS

Aldo Agosti (Italie)
Joan Botella (Espagne)
Rudi Van Doorslaer (Belgique, Hollande)
Ilan Greilsammer (Israël)
Karel Kapian (Tchécoslovaquie)
Janós Kis (Hongrie)
José Pacheco Pereira (Portugal)
Rudolf Sianský (Tchécoslovaquie)
Torgrim Tillestad (Norvège)
Michael Waller (Iles britanniques)

RÉDACTION, ADMINISTRATION, VENTE ET

ABONNEMENTS

L'AGE D'HOMME
5, rue Feroü
75006 PARIS
Tél. 46 34 18 51
CCP 7 226 22 P Paris

La revue tient une permanence
téléphonique le jeudi de 15 h à
18 h 30 au 45.44.38.49 poste 326

Tarif - 4 numéros par an :
2 numéros simples
1 numéro double

Abonnement France 220 FF
Abonnement étranger 250 FF

COMMUNISME

REVUE D'ÉTUDES PLURIDISCIPLINAIRES

1^{er} trimestre 1986

9

Dossier — De la mort de Staline au XX ^e congrès du PCUS : la crise du monde communiste	5
Le « rapport secret » d'Imre Nagy (27 juin 1953). Présentation par FRANÇOIS FEJTO	6
Ouvrier et gréviste à Prague, 1953. Témoignage présenté par KAREL BARTOSEK	27
BRUNO GROPPPO. — Les divergences entre Togliatti et Secchia et l'évolution politique du Parti communiste italien, 1944-1954	35
BRANKO LAZITCH. — Le « Rapport secret » de Khrouchtchev entre la petite et la grande histoire	52
Etudes et essais	59
IRÈNE LAGANI. — Les communistes des Balkans et la guerre civile grecque, mars 1946-août 1949	60
SYLVIE DALLET. — Culture et politique dans les cinématographies arménienne, géorgienne et kirghize	79
Centres de documentation	87
MICHEL TATU. — Un nouvel instrument au service de la recherche sur l'URSS : les directives des décrets « SOVT »	88
Livres	97
Comptes-rendus de lecture	98
STÉPHANE COURTOIS. — Gérard Noiriel, <i>Longwy, immigrés et prolétaires, 1880-1980</i>	98

masses populaires. C'est pourquoi il est nécessaire que le parti et l'Etat, chacun avec sa grande puissance et son influence soient sur la brèche et surveillent l'exécution conséquente des tâches fixées par la résolution. Tous les buts que nous nous y sommes fixés servent au bien de notre peuple, de notre patrie. Il est indubitable que la population du pays recevra avec joie et soulagement notre résolution. Il faut prendre soin du fait que son effet bénéfique et ses résultats concrets soient tangibles au plus tôt par une amélioration significative de ses conditions de vie. Notre classe ouvrière, notre paysannerie, notre intelligentsia, tout notre pays doit voir et sentir que les mesures du parti et de l'Etat ont apporté un changement profond dans sa situation. Et nous ne pourrions l'obtenir que si nous ne dévions pas d'un iota des lignes directrices déterminées dans la résolution, si nous ne nous arrêtons pas à mi-chemin et si nous ne nous contentons pas de demi-mesures.

Les bonnes perspectives de récoltes créent une base favorable à l'exécution réussie de nos mesures. C'est pourquoi, concentrant notre attention principale sur le travail fébrile de récolte, de battage, de collecte, nous devons accomplir cette tâche à la mesure du pays, par laquelle nous assurerons d'ores et déjà la réalisation heureuse d'une partie significative de nos mesures de nature économique. Par ces mesures salutaires, nous porterons le coup le plus grave de ces dernières années à l'ennemi et en même temps nous gagnerons à notre parti et à la démocratie populaire notre peuple travailleur, le pays tout entier. Avec elles, nous rendrons plus grande la respectabilité de notre parti, nous augmenterons la force et la solidité du secteur du front hongrois de l'immense camp de la paix.

Honoré Comité Central !

Ma conviction est que, resserrant nos rangs autour de la direction collective de notre parti, soudés au peuple travailleur, raffermissant l'alliance de notre classe ouvrière avec la paysannerie travailleuse, avec notre parti qui a connu tant de succès, nous avancerons encore plus sûrement sur la route de la démocratie populaire vers le socialisme.

(Ce texte a été traduit par André Molnar)

OUVRIER ET GRÉVISTE A PRAGUE, 1953

Témoignage de Miroslav Hnatek, recueilli et annoté par Karel Bartosek.

Au milieu de l'année 1952, la direction du PC de Tchécoslovaquie (PCT), croyant remédier à une crise de plus en plus manifeste, commença à préparer la suppression des deux marchés existants — le rationné et le libre — le tout en liaison avec une réforme monétaire. Ces mesures devaient donner un coup d'arrêt à l'inflation, réduire substantiellement la circulation fiduciaire, adapter les revenus et les épargnes à l'offre limitée du marché, élever « l'intérêt des travailleurs à produire mieux et plus », etc. La nouvelle, tenue dans le plus grand secret (ce qui n'a pas empêché les rumeurs de se propager, entraînant une frénésie d'achats dans la deuxième quinzaine de mai), fut annoncée le samedi 30 mai 1953. Toute personne avait le droit d'échanger 300 couronnes au cours d'une nouvelle couronne pour cinq anciennes ; au-delà de 300 couronnes, le cours était de 1 pour 50 ; un cours un peu plus favorable était réservé à la petite épargne. Salaires, traitements et pensions furent comptabilisés dans le cours de 1 pour 5 et réévalués selon une légère augmentation, différenciée suivant les catégories.

Les nouveaux prix du marché unifié augmentèrent nettement par rapport à ceux de l'ancien marché rationné (au début de 1953, 80 % des produits alimentaires et 75 % des produits du textile et de l'industrie de la chaussure étaient achetés sur ce marché) ; pour les produits alimentaires de base, la hausse représenta environ 200 % par rapport aux prix du marché rationné, et 185 % pour les autres articles de consommation¹.

Les mesures de la réforme monétaire furent présentées par la propagande officielle comme un « coup final porté aux anciens éléments capitalistes » pour « la liquidation définitive de leur pouvoir économique ». En réalité, elles touchèrent d'abord les couches populaires ; parmi les épargnants, les ouvriers et employés représentaient 41,15 % et les paysans 38,5 % ; il s'agissait des ouvriers des branches favorisées (mines et industrie lourde), qui épargnaient le plus. D'après les calculs officiels, le salaire réel des ouvriers a alors baissé de 12 %, tandis que le coût de la vie augmentait en moyenne de 29 % ; les familles avec deux enfants ou plus furent les plus touchées — leur niveau de vie baissa de plus d'un tiers.

présidente du tribunal, elle s'appelait Miksova ; je m'en souviens parce qu'un Mikes était l'un de mes co-accusés.

Mon procès a eu lieu dans le bâtiment du tribunal sur la place Karlovo, du 9 au 11 janvier 1954. Nous étions treize dans notre groupe, mais il y avait plusieurs groupes qui sont passés devant le tribunal à cette époque. Pas de femmes, que des hommes entre dix-huit et soixante ans, le plus jeune appelé Smagin, et les plus âgés Markvart, ouvrier, et Mikes, à l'époque ouvrier aussi, mais employé au ministère des Affaires sociales jusqu'à février 1948. Celui-ci n'était même pas à la manifestation devant CKD. Comme il n'était pas d'origine ouvrière, le procureur l'a traité de « scorpion gluant et dégoûtant » et il a écopé de la peine la plus dure dans notre procès, trois ans de prison ferme.

Comment s'est passé le procès ? J'ai avoué que j'étais dans la foule, et que je criais « Avançons ! » et non « Allons au château ! », ça, ils ne me l'ont pas fait dire et ne pouvaient pas le prouver. Les témoins étaient, pour la plupart, ceux qui nous avaient barré la route à partir de la deuxième porte de l'usine, des responsables du parti. Il y avait parmi eux un portier de la troisième porte, et quelques uniformes, je ne me rappelle pas leurs noms. Les spectateurs sont venus nombreux au procès, deux ou trois cents, la plupart des gens de CKD. Il y avait des billets d'entrée. Ma femme a eu un billet pour le premier jour, je ne sais pas si elle a demandé à en obtenir pour les jours suivants.

Pendant mon emprisonnement, ma femme n'avait aucune ressource, elle vivait avec nos enfants, sans un sous. Ma dernière paye de CKD, à laquelle j'avais droit, ils ont refusé de la lui donner. A l'époque, il existait un organisme officiel, national, qui aidait les familles des prisonniers. Ma femme y est allée et un type l'a congédiée : « Votre mari complot contre l'Etat, et en plus on devrait vous aider ? ! » Il l'a envoyée promener. Ses parents l'aidaient, puis elle a mis les mômes à la crèche et à la maternelle et est allée bosser. Il n'existait aucune forme de solidarité, personne de mon atelier n'est venu proposer une aide à ma femme, personne. C'était la peur. A l'époque les gens avaient peur à l'idée de rencontrer quelqu'un de compromis dans des affaires de ce genre. Moi-même j'avais peur d'aller voir qui que ce soit.

A ma sortie de prison, j'ai rencontré par hasard un gars de l'atelier voisin, on se connaissait. Je lui ai raconté ce qui m'est arrivé. Le jour suivant, j'ai vu mon père, je lui en ai parlé. « J'aurais sans doute rien dû lui dire. » Mon père m'a engueulé. J'avais peur de parler avec quelqu'un, tellement j'étais angoissé. En prison, quand le maton me mettait le chiffon sur les yeux, en me sortant de ma cellule, je tremblais comme de la gélatine. « Vous avez froid ? » me demandait le maton. Tu sais, les nerfs... J'avais terriblement peur. Je connaissais les gens qui avaient été en prison simplement pour avoir rencontré quelqu'un. Je n'essayais pas de faire de rencontre, j'avais peur. Ça semble peut-être bizarre aujourd'hui.

Aucune solidarité ouvrière, à l'époque. C'était le temps de la peur. Y a-t-il une solidarité aujourd'hui ? Je n'en sais rien.

La cour a porté son arrêt le 11 janvier. J'ai été condamné à quatre mois de prison ferme, plus mille couronnes, pour couvrir une partie des frais du procès. J'avais déjà fait six mois, et pour les deux mois que j'avais faits en plus, bien sûr, personne ne m'a dédommagé ; les milles

couronnes, bien sûr, j'ai dû les payer. Les peines dans notre groupe allaient de trois mois à trois ans, mais dans certains autres il y a eu des peines jusqu'à neuf ans. Il y avait onze ouvriers parmi les treize personnes de notre groupe. L'un de nous était juriste, un certain docteur Skudek, qui était employé à CKD mais n'avait rien à voir avec la grève. Il n'était pas au boulot le jour de la grève, mais aurait dit auparavant — « **il était tourneur et faisait à ce moment-là l'équipe de nuit** » — « ça sera la faim et la misère », d'après le témoignage d'un gars de la mièze qu'on appelle « ouvrière ». Ils l'ont condamné à un an ferme. Et puis pour le « scorpion gluant et dégoûtant », Mikes, trois ans !

Les conséquences de ma condamnation et de mon emprisonnement ? J'ai fait en 1954 une demande d'admission à l'école du soir pour travailleurs, je voulais passer mon bac. Je travaillais chez Baraba à l'entretien des machines et l'entreprise elle-même ne m'a pas donné de recommandation pour raison de « profil social ». J'ai refait ma demande en 1956 et elle a été acceptée ; j'ai passé mon bac en 1959 et j'ai fait la même année une demande d'admission à la Faculté d'Economie. J'y ai été refusé. En 1968, j'ai adressé une demande de réhabilitation au Parquet, en y joignant toute documentation sur ma détention préventive et ma condamnation. Le réponse n'est arrivée qu'en 1972 : dans votre cas, la loi n'a pas été violée, donc votre demande de réhabilitation est refusée. Ils ne m'ont pas rendu mes papiers. Ignoble saloperie.

En prison, j'ai fait différentes rencontres. J'ai connu à Pankrac Ivan Sová qui y était pour la diffusion de tracts. C'est sa propre femme qui l'avait « donné », il était en instance de divorce. Je ne sais pas à combien ils l'ont condamné. Quand nous traversions Boleslav, tu sais, quand nous étions avec nos roulottes dans cette région, j'avais envie de m'arrêter chez lui, il était du coin, prof de musique. Je voulais lui demander combien. Et puis il y avait aussi un président de coopérative agricole de Blanicko, au-dessous de la hauteur de Blaník. La pluie lui a trempé son blé, avant la réforme monétaire, ce qui a provoqué un dommage d'environ 1500 couronnes, un mois de salaire moyen. Il était déjà en détention préventive depuis onze mois, lorsqu'on s'est connu. Il n'arrêta pas de se tourmenter : vont-ils me coller sabotage ou grave imprudence ? Une inculpation de sabotage signifiait sept ans, et imprudence quinze mois. Ils ne lui avaient pas permis de dédommager la perte, comme il l'avait souhaité. Il est venu me voir après sa remise en liberté. Il était tout heureux, il n'avait pris que neuf mois.

En 1972, j'ai fait l'équipe de roulotte avec Nemeček, tu le vois ? Un jour, il m'a raconté son histoire. Il a fait de la tôle, lui aussi. Trois ans, il avait remis une lettre à quelqu'un et aurait dû sentir qu'il s'agissait d'une action anti-État. Il disait : « Je veux oublier ça, au plus vite ! » Après, la nuit, en dormant, il criait tellement que la roulotte en tremblait et que ça me reveillait. On n'avait pourtant rien bu ce soir-là, même pas de bière. Je lui ai demandé : « Qu'est-ce qui t'arrive ? Pourquoi tu cries comme ça ? » — « Je rêvais que je me noyais dans la chaux. »

NOTES

1. Pour les données essentielles, Cf. Karel Kaplan, *La crise tchécoslovaque 1953-1957*, manuscrit ; cet auteur a consacré à l'événement un petit chapitre (pp. 58-60) in : *Dans les Archives du Comité Central, Trente ans de secrets du bloc soviétique*, Albin Michel, 1978.
2. Château de Prague, sur la colline au-dessus de la Vitava, qui fut et reste le siège de la Présidence de la République. Pour y arriver, les manifestants devaient traverser une grande partie de la ville, l'usine étant située dans la banlieue Est de Prague.
3. Pour couper la foule en train de sortir, les responsables ont envoyé contre les manifestants un train à l'intérieur de l'usine.
4. Terme péjoratif pour la STB, Státní Bezpečnost — Sécurité d'Etat, police secrète.
5. Terme argotique dérivé de Werkerschutz, corps de surveillants installé par les occupants nazis dans les entreprises.
6. Pankrac — grande prison historique de Prague. « La Santé » pragoise.
7. Fameuse rue, où se trouve toujours la direction de la police de Prague, avec une prison.
8. Terme à connotation péjorative pour les responsables du personnel (« cadres » en tchèque).
9. La carte d'identité fut — et reste — un petit livret où (entre autres) tout citoyen est obligé de faire enregistrer le début et la fin de tout contrat de travail ; « avoir un tampon » qui démontre qu'on est employé, est extrêmement important.
10. Ville industrielle à 35 km de Prague.

LES DIVERGENCES ENTRE TOGLIATTI ET SECCHIA ET L'EVOLUTION POLITIQUE DU PARTI COMMUNISTE ITALIEN 1944-1954

Bruno Groppo

Les années 50 représentent une étape particulièrement importante dans l'évolution politique d'après-guerre du communisme italien. C'est en effet au cours de cette période que la ligne politique de Togliatti s'affirma définitivement au sein du Parti communiste italien (PCI) et que l'ambiguïté, qui caractérisait la stratégie communiste depuis la Libération, commença enfin à être surmontée. Les années 50 marquent, pour le PCI, la transition entre la période la plus dure de la guerre froide, de l'isolement et de l'alignement inconditionnel sur Moscou, et une époque d'ouverture progressive, caractérisée par la recherche d'une plus grande autonomie politique vis-à-vis du modèle soviétique, ainsi que par l'affirmation d'un certain nombre de traits spécifiques au communisme italien. Les changements survenus au cours de cette décennie, et plus particulièrement entre 1953 et 1956, conditionnèrent toute l'évolution ultérieure du parti : ils affectèrent sa ligne politique, son personnel dirigeant et d'encadrement, ses structures d'organisation. Le plus important fut sans doute la fin du dualisme politique qui s'était manifesté par la coexistence conflictuelle au sein du parti, depuis la Libération, de deux lignes politiques profondément différentes — voire de deux manières très différentes d'interpréter et d'appliquer la ligne politique officielle —, incarnées respectivement par Togliatti et Secchia. La marginalisation de ce dernier en 1954 fut l'aboutissement d'une mutation des équilibres internes du PCI, commencée après la mort de Staline, et ouvrit la voie à une réorientation générale de la politique du parti dans la direction souhaitée par Togliatti. Ce processus de clarification politique, que Giorgio Amendola définit comme un « renouveau » du PCI¹, commença effectivement en 1953 et se manifesta dans toute son ampleur en 1956. On peut noter que, dans un cas comme dans l'autre, des événements extérieurs (respectivement la mort de Staline et le XX^e congrès du PCUS) jouèrent un rôle important, sinon déterminant, dans l'évolution interne du PCI. Nous nous concentrerons, ici, sur la période antérieure à 1956 pour étudier en particulier les origines, l'évolution et la fin de ce dualisme politique. Sur ce problème, comme d'ailleurs sur beaucoup d'autres aspects de la vie interne du PCI, les archives personnelles de Pietro Secchia² apportent une information originale et de très grande valeur. La disponibilité de cette source documentaire est d'autant plus précieuse que les archives du parti pour la période